



## Compte-rendu de l'entretien du lundi 2 avril 2012 avec la Députée du Médoc Pascale GOT

Etaient présents pour représenter le personnel de FAI la CFTC et la CGT.

Nous avons commencé la réunion par un exposé de la situation identique à celui que nous avons fait vendredi dernier lors des entretiens avec le Président de la CUB et le Président du Conseil Régional (Voir notre précédent compte-rendu). Ayant appris dans le week-end un nouvel investissement de Ford au Mexique pour 1,3 milliards de dollars, nous avons rappelé que Ford fait des investissements par milliards dans le monde alors que Blanquefort ne lui coûte pas un centime puisque les sommes engagées sont de l'argent public et ce qu'il restait dans les caisses (trésorerie) de FAI. Ceci démontrant que Ford ne fait pas la preuve de son ambition pour l'usine FAI en termes de politique industrielle.

Dans la discussion, on constate un sentiment commun : nous avons l'impression de revenir 3 ou 4 ans en arrière avec le sentiment de rejouer le même scénario. Les représentants de Ford jouant la montre le temps du démantèlement et de la dé-pollution du site. Hors, pendant ce temps, nous ne voyons rien venir. Et après, que se passera-t-il ? Des questions se posent : est-ce que Ford ne s'est pas acheté une paix sociale le temps de finir les transmissions « E » et « S » ? Et maintenant, ne continue-t-il pas le temps de finir les transmissions de l'usine voisine GFT ? Nous ne pouvons rien affirmer. Mais nous constatons que depuis la venue de Ken Macfarlane le 6 mai 2011, rien n'a bougé ! La CFTC et la CGT ont le sentiment que Ford veut nous endormir et les élus de la Région que nous rencontrons, y compris Mme Pascale Got, partagent avec nous cette appréciation.

La formation pose elle aussi des questions dont certaines ont déjà été abordées dans notre précédent compte-rendu. Sans l'arrivée et la mise en place des projets, le plan de formation ne peut pas avoir un vrai visage. D'ailleurs, il est plus centré sur des possibilités de reclassement des salariés plutôt que sur les futures productions industrielles. Mais surtout, il semble plus servir à occuper une partie du personnel qu'autre chose. L'APLD aussi pose problème, dans le sens où il permet à Ford d'éloigner les salariés de l'usine afin qu'ils ne se préoccupent pas de son démantèlement alors que son avenir n'est pas visible, loin de là !

La question du logo a aussi été abordée. Nous avons rappelé son importance pour nous, pas pour le symbole qu'il représente, mais pour l'intégration de FAI dans le monde Ford et dans sa stratégie industrielle. La volonté affichée qu'a Ford de ne pas remettre le logo sur le site ne peut que nous rendre plus sceptiques. Surtout après avoir encore une fois brouillé les pistes en y trouvant des raisons farfelues, la dernière excuse étant que cela poserait « des problèmes juridiques ». Ford n'a eu aucun problème juridique pour faire disparaître Ford Aquitaine Industries en la faisant absorber par First Aquitaine Industries, alors que les salariés et les syndicats souhaitaient tout l'inverse.

La Députée va jusqu'à dire: « *il ne faut pas que nous (pouvoirs publics) redevenions les pigeons que nous avons été la dernière fois.* »

A noter que pendant la discussion avec la Députée du Médoc qui se déroulait au Comité d'Entreprise, elle a pu constater par elle-même le démantèlement du site. En effet, un camion est passé, se dirigeant vers la sortie de l'usine, chargé d'une machine. Madame La Députée considère le démantèlement de FAI comme très inquiétant.

**Avant d'en venir à ce qui peut être fait pour obtenir que Ford tienne ses engagements, nous avons fait le tour de ce qui ne peut pas l'être :**

- La convocation à un comité de pilotage ayant toujours été fait à l'initiative du Préfet (représentant de l'état), il ne pourrait se faire qu'au niveau régional, à moins d'arriver à y impliquer le gouvernement actuellement en place.
- L'assemblée nationale étant fermée pendant la période des élections présidentielles, Pascale Got ne pourra pas interpellier le gouvernement publiquement.
- Les échéances qui approchent seront suivies des législatives, ce qui va empêcher certains moyens d'actions au niveau national d'ici à juin.

**Les pistes d'actions qui ont été avancées de part et d'autre de la table :**

- Remobiliser l'Etat sur ce dossier.
- En attendant de pouvoir repositionner le dossier Ford au niveau national, il faut se remobiliser au niveau local.
- La rédaction d'un courrier commun des collectivités à Ford Europe et Ford USA rappelant les engagements pris par Ford et les efforts de tous pour que ceux-ci soient tenus.
- Mise en place d'un comité de pilotage, au moins régional, avec la participation des représentants du personnel permettant de ne plus avoir qu'une version des faits mais une confrontation de ce qui est dit par Ford avec ce que les salariés constatent en réalité.
- Considérant les incertitudes au sujet de l'engagement des 1000 emplois, freiner le déblocage des aides publiques.

Du côté de l'usine, il est primordial que les salariés se ré impliquent sur ce dossier. Nous aurons besoin de montrer un visage combatif dans les semaines qui viennent. D'ores et déjà, si Ford ne fait pas la démonstration de ses bonnes intentions rapidement, la CFTC et la CGT envisagent la préparation d'un train pour le mondial de l'automobile de Paris qui aura lieu cette année. Mais il ne faudra pas attendre octobre pour agir !

**La CFTC et la CGT le lundi 2 avril 2012**